

Rapport de gestion /

Le 7 mai 2013

Le présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats opérationnels et à la situation financière de Yellow Média Limitée et de ses filiales pour le trimestre clos le 31 mars 2013. Ce rapport doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés audités et notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 ainsi qu'à nos états financiers résumés intermédiaires non audités et aux notes annexes pour la période close le 31 mars 2013. Les rapports trimestriels, le rapport annuel et les informations supplémentaires figurent à la section « Rapports financiers » du site Web de la Société, à l'adresse www.ypg.com. Pour obtenir de plus amples renseignements, notamment notre notice annuelle, veuillez visiter le site de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, les termes « nous », « notre/nos », la « Société », « Yellow Média » et « GPJ » désignent Yellow Média Limitée et ses filiales (notamment Financement YPG inc. [auparavant Yellow Média inc.], Groupe Pages Jaunes Corp., Mur à Mur Média inc. (Mur à Mur), YPG (USA) Holdings, Inc. et Yellow Pages Group, LLC, [ces deux derniers étant collectivement appelés YPG (États-Unis)]).

Information prospective

Notre structure de présentation des résultats reflète la façon dont nous gérons notre entreprise et dont nous classons nos activités aux fins de planification et d'évaluation du rendement. Le présent rapport de gestion comprend des affirmations au sujet des objectifs, des stratégies, de la situation financière, des résultats opérationnels et des activités de GPJ. Ces déclarations sont considérées comme « prospectives » puisqu'elles sont basées sur nos attentes actuelles au sujet de nos activités, sur les marchés sur lesquels nous les exerçons, ainsi que sur diverses estimations et hypothèses.

L'information et les déclarations prospectives sont fondées sur un certain nombre d'hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Pour formuler certaines déclarations prospectives, nous avons supposé que nous réussirons à poursuivre la mise en œuvre de notre plan d'affaires, que nous serons en mesure d'attirer et de conserver du personnel clé afin d'occuper des postes clés, que nous serons en mesure de lancer, de vendre et de fournir de nouveaux produits et services, que nos produits et services seront en forte demande dans les secteurs dans lesquels nous les vendons, soit les secteurs des annuaires, des médias numériques et de la publicité, que la baisse des produits tirés des médias imprimés ne s'accroîtra pas au-delà de ce qui est actuellement prévu, que la croissance des produits numériques ne sera pas plus lente que ce qui est actuellement prévu, que nous serons en mesure d'acquérir de nouveaux annonceurs au rythme prévu et que la conjoncture économique ne se détériorera pas au-delà des niveaux prévus. L'information et les déclarations prospectives sont également fondées sur l'hypothèse qu'aucun des facteurs de risque indiqués pouvant faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des résultats prévus décrits dans l'information et les déclarations prospectives ne se concrétisera.

Dans ce rapport de gestion, les déclarations prospectives se reconnaissent à l'usage de termes comme « chercher à », « prévoir », « croire », « pouvoir », « estimer », « s'attendre à », « objectif », « avoir l'intention de », « devoir », « planifier », « prédire », « s'efforcer de », « viser », et autres verbes ou expressions semblables, éventuellement employés au futur ou au conditionnel. Elles reflètent les attentes actuelles concernant des événements futurs et le rendement opérationnel à venir et valent uniquement à la date du présent rapport de gestion. Les déclarations prospectives traitent d'un grand nombre de risques et d'incertitudes; elles ne devraient pas être considérées comme des garanties des résultats ou du rendement futurs et n'indiquent pas nécessairement avec précision si ces résultats ou ce rendement seront atteints. Un certain nombre de facteurs pourraient faire différer considérablement les résultats ou le rendement réels de ceux indiqués dans les déclarations prospectives, y compris les facteurs mentionnés aux sections du présent rapport de gestion intitulées « Une forte concurrence pourrait réduire la part du marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société d'améliorer et d'augmenter ses produits numériques et nouveaux médias pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'importance de la dette de la Société pourrait nuire à ses efforts en vue de refinancer ou de réduire sa dette et avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'augmentation des cotisations versées par la Société à ses régimes de retraite pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société ou des partenaires Telco de remplir leurs obligations découlant des conventions conclues entre elles pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « L'incapacité de la Société de protéger correctement et de maintenir ses marques de produits et ses marques de commerce et la contrefaçon de ces dernières par des tiers pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Des arrêts de travail et d'autres perturbations du travail pourraient avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La contestation par les

autorités fiscales de la position de la Société relativement à certaines questions d'ordre fiscal pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La perte de relations clés ou des changements dans le niveau de service fourni par des portails Internet, des moteurs de recherche et des sites Web individuels pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La défaillance des ordinateurs et des systèmes de communications de la Société pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « La Société pourrait devoir comptabiliser des charges pour dépréciation supplémentaires » de la rubrique « Risques et incertitudes ». D'autres risques et incertitudes dont la direction n'a pas actuellement connaissance ou qu'elle ne juge pas importants pour l'instant pourraient également avoir un effet défavorable important sur les activités, la situation financière ou la performance financière de la Société. Bien que les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport de gestion soient fondées sur des hypothèses que la direction de la Société estime raisonnables, la Société ne peut garantir aux investisseurs que les résultats réels seront conformes aux déclarations prospectives et avise les lecteurs qu'il ne faut pas s'y fier indûment. Ces déclarations prospectives sont présentées à la date du présent rapport de gestion, et la Société ne s'engage aucunement à les mettre à jour ou à les réviser en fonction de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, sous réserve d'une obligation imposée par les lois sur les valeurs mobilières.

Définitions nécessaires à la compréhension de nos résultats

Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition ainsi que frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)

Nous faisons état de notre BAIIA (bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition ainsi que frais de restructuration et charges spéciales). Le BAIIA n'est pas une mesure du rendement définie par les IFRS et il n'est pas considéré comme un substitut du bénéfice opérationnel (de la perte opérationnelle) ou du bénéfice net (de la perte nette) pour mesurer le rendement de GPJ. La définition du BAIIA n'est pas normalisée; il est donc peu probable qu'il soit comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Le BAIIA ne devrait pas être utilisé comme mesure exclusive des flux de trésorerie, car il ne tient pas compte de l'incidence des variations du fonds de roulement, de l'impôt, des paiements d'intérêts, des dépenses d'investissement, des réductions du capital de la dette ainsi que d'autres rentrées et sorties de fonds, qui sont présentées à la page 15 de ce rapport de gestion.

Flux de trésorerie disponibles

Les flux de trésorerie disponibles sont une mesure non définie par les IFRS largement utilisée à titre d'indicateur de la performance financière. Ils ne doivent pas être considérés comme substitut des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Les flux de trésorerie disponibles s'entendent des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, tels qu'ils sont présentés en vertu des IFRS, déduction faite d'un ajustement pour tenir compte des dépenses d'investissement.

Le rapport de gestion comprend les sections suivantes :

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats
2. Résultats
3. Situation de trésorerie et sources de financement
4. Flux de trésorerie disponibles
5. Hypothèses critiques
6. Risques et incertitudes
7. Contrôles et procédures

1. Activités, mission, stratégie et capacité à produire des résultats /

Yellow Média est un chef de file en matière de médias et de solutions marketing qui offre ses services aux petites et aux moyennes entreprises (PME) partout au Canada. La Société offre aux entreprises des services personnalisés de consultation en marketing et donne accès à des produits de marketing, notamment à des solutions de recherche, à des sites Web ainsi qu'à des solutions Pages Jaunes en matière de médias imprimés, en ligne et mobiles. Les coordonnées d'entreprise locale de nos annonceurs sont publiées, commercialisées et distribuées au moyen de propriétés détenues ou exploitées et au moyen d'autres réseaux de recherche locale. Grâce à Mediative, Yellow Média est aussi un chef de file au pays dans le domaine de la publicité numérique. Pour consulter l'information sur nos activités, notre mission, notre stratégie et notre capacité à produire des résultats, se reporter aux sections correspondantes du rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

2. Résultats /

Cette section présente un aperçu de notre performance financière pour le premier trimestre de 2013 par rapport à la période correspondante de 2012. Il convient de noter qu'afin d'aider les investisseurs à mieux comprendre notre rendement, nous avons recours à plusieurs mesures, dont certaines ne sont pas reconnues par les IFRS. Ces mesures financières sont définies à la page 2 du présent rapport de gestion et constituent des éléments importants dont il faut tenir compte lors de l'analyse de notre rendement.

Rendement global

- Les produits ont diminué de 35,8 M\$, ou 12,4 %, par rapport au premier trimestre de 2012, pour atteindre 253,3 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, les produits ont diminué de 10,2 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA) a diminué de 29,4 M\$, ou 20,3 %, par rapport au premier trimestre de 2012, pour atteindre 115,5 M\$. Si l'on exclut les résultats de Canpages, le BAIIA a diminué de 19,9 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

Faits saillants

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Produits	253 277 \$	289 073 \$
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	115 478 \$	144 874 \$
Bénéfice net (perte nette)	53 465 \$	(2 871 821) \$
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ¹	1,91 \$	(102,93) \$
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	86 588 \$	22 407 \$
Flux de trésorerie disponibles ²	67 678 \$	14 223 \$

¹ Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

² Se reporter à la section 4 pour un rapprochement des flux de trésorerie disponibles.

Produits

(en millions de dollars)



BAIIA

(en millions de dollars)



Rendement par rapport à la stratégie de l'entreprise

La bonne valeur – mettre à la disposition de nos annonceurs des conseillers avisés qui leur fourniront des programmes de marketing offrant une valeur supérieure

La Solution 360° Pages Jaunes constitue un élément clé de notre transformation numérique. Cette solution exclusive offre aux annonceurs canadiens un guichet unique pour notre gamme complète de produits et services liés aux médias traditionnels et numériques, ainsi qu'un outil spécialisé de soutien au marketing.

La Solution 360° Pages Jaunes est conçue pour offrir de la valeur aux annonceurs canadiens en répondant à leurs principaux besoins en matière de solutions marketing de performance locales :



- Stimuler les ventes, en aidant les annonceurs à générer des occasions d'affaires qualifiées grâce à un positionnement prioritaire en ligne et mobile et à une publicité imprimée dans tout le réseau de médias de GPJ;
- Miser sur le numérique, en aidant les annonceurs à faire paraître leurs activités en ligne grâce à des sites Web, à des profils d'entreprises dans nos médias numériques et les réseaux de nos partenaires ainsi que sur vidéo; et
- Augmenter leur portée en ligne, grâce à des investissements dans l'optimisation pour moteurs de recherche (OMR) et le marketing par moteur de recherche (MMR).

Au 31 mars 2013, la pénétration de notre Solution 360°, que nous définissons comme l'achat d'au moins trois catégories de produits, s'est établie à 18,9 % au sein de notre clientèle d'annonceurs, comparativement à 7,9 % à la fin de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les produits de placement mobiles et en ligne demeurent des composantes en croissance de la Solution 360° Pages Jaunes. La pénétration des produits de placement en ligne a augmenté pour s'établir à 37 % au premier trimestre de 2013, comparativement à 24 % à l'exercice précédent. Au 31 mars 2013, la pénétration des produits de placement mobiles a atteint 9 %, comparativement à 3 % à l'exercice précédent. Au cours du trimestre, notre concept de produits de placement mobiles a été intégré à toutes nos plateformes de produits mobiles d'importance, y compris ShopWise, ce qui a élargi davantage l'exposition des inscriptions d'affaires de nos annonceurs sur l'ensemble de notre réseau d'applications mobiles.

L'adoption des services numériques par les annonceurs, notamment les sites Web, le MMR et l'OMR, s'est également accrue. Pour le premier trimestre de 2013, le taux de pénétration des services numériques chez nos annonceurs a augmenté pour s'établir à 7 %, comparativement à 5 % à l'exercice précédent.

Taux de pénétration chez les annonceurs¹

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Médias imprimés	94 %	96 %
Médias numériques détenus et exploités^{2, 3}	61 %	62 %
Placement en ligne	37 %	24 %
Placement mobile	9 %	3 %
Services numériques⁴	7 %	5 %

¹ Exclut Mediative, Canpages et Mur à Mur.

² Pourcentage des annonceurs de GPJ qui achètent au moins un produit de placement en ligne, de placement mobile, traditionnel, lié au contenu et lié à la vidéo.

³ La diminution du taux de pénétration chez les annonceurs dans les médias numériques détenus et exploités reflète la perte d'annonceurs qui achètent des produits en ligne, puisque nous faisons migrer ces annonceurs des produits traditionnels Annuaire unique à d'autres produits numériques.

⁴ Pourcentage des annonceurs de GPJ qui achètent au moins un produit de gestion de sites Web, de MMR et/ou d'OMR.

L'augmentation du taux de pénétration des produits de placement en ligne, des produits de placement mobiles et des services numériques chez les annonceurs découle de la migration continue des produits tirés des médias imprimés vers les produits numériques, de la mise en œuvre réussie de notre stratégie de vente Solution 360° Pages Jaunes dans nos groupes de vente, du lancement de nouveaux produits mobiles en 2011 et en 2012 et du lancement de produits numériques de première qualité tout au long de 2012.

Au cours du premier trimestre de 2013, Google a choisi GPJ à titre de Partenaire Premium Google AdWords^{MC} au Canada, solidifiant ainsi la réputation de GPJ comme créateur de valeur pour ses annonceurs grâce au programme de MMR Google AdWords. Les partenaires du programme Partenaire Premium Google AdWords ne doivent pas seulement répondre aux normes d'excellence les plus élevées en matière de compétences, de formation et de service à la clientèle, mais ils doivent aussi avoir une connaissance approfondie du marketing de recherche locale ainsi que de l'expérience avec des petites et moyennes entreprises dans ce secteur.

Notre outil d'analyse du rendement Pages Jaunes Analytique demeure une composante clé de la proposition de valeur Solution 360° Pages Jaunes, et permet aux annonceurs d'obtenir un aperçu du rendement du capital investi de leurs campagnes de marketing grâce à diverses statistiques numériques comme les appels, les visites, les clics et les tendances en matière de trafic. En 2013, nous prévoyons nous concentrer sur l'amélioration de notre outil Pages Jaunes Analytique en développant une plateforme interne qui sera conçue pour fournir davantage de stabilité et de souplesse et un potentiel de rendement accru. De plus, nous prévoyons construire une interface plus facile d'emploi pour l'utilisateur et commencer à intégrer l'outil d'analyse du rendement Pages Jaunes Analytique à toutes nos gammes de produits et services numériques.

Les bons produits – offrir à nos annonceurs la gamme optimale de produits de marketing numérique en constante évolution

En vue de favoriser la nouvelle économie de quartier, il est important pour nous de tirer parti de nos médias et de nos solutions marketing multiplateformes et d'améliorer les produits et services que nous offrons aux annonceurs.

Afin d'atténuer le risque de diminution des produits et d'optimiser la croissance des produits provenant de nos gros annonceurs dont les dépenses sont élevées, la Société a mis en place un modèle de produits et services distincts appelé PrioritéPlus (auparavant, le processus de gestion des comptes que nous identifions comme hautement prioritaires). En 2012, une méthode complète d'établissement de profils a été mise en œuvre afin d'orienter l'évaluation des besoins et des occasions associés aux comptes. L'établissement de profils comprend une étude des résultats, des audits de sites Web et du classement concurrentiel de Pages Jaunes Analytique, des estimations sur le MMR ainsi que des études sur les médias sociaux et Google Adresses. L'établissement de profils est également suivi par la définition d'une stratégie appropriée, qui est élaborée par le représentant des ventes, le directeur commercial et le conseiller en marketing de performance.

Le déploiement de PrioritéPlus dans tout le Canada est maintenant terminé. Environ 30 directeurs servent nos plus gros clients dans le cadre de ce processus et travaillent en collaboration avec une équipe du service de soutien spécialisée qui est responsable de la gestion des services d'exécution des commandes et de la présentation d'information ainsi que du service après-vente pour ces gros annonceurs. Cette équipe spécialisée se compose d'un groupe interfonctionnel responsable du soutien aux ventes, de la production, de la gestion du contenu, de la conception graphique, de l'assurance-qualité, de la communication des résultats et du service à la clientèle.

Parallèlement à PrioritéPlus, la Société s'emploie à répondre aux besoins plus complexes de ses plus gros annonceurs en leur offrant les produits numériques de première qualité suivants :

- Avantage Numérique, qui établit et optimise la présence numérique d'une entreprise en déterminant les étapes nécessaires pour maximiser les occasions d'affaires qualifiées au moyen de divers canaux numériques, tout en offrant le niveau le plus élevé de soutien et de service;
- MMR – Rendez-vous, qui offre une campagne personnalisée de publicité par mots-clés incluant un accès unique à un expert spécialisé en MMR et des rapports de rendement approfondis; et
- Web Prestige, un service de sites Web spécialisé entièrement personnalisable qui comprend des fonctions améliorées, notamment un nombre illimité de pages Web, une conception et un contenu plus riches et des fonctionnalités de commerce électronique.

Le nombre d'annonceurs qui reçoivent le service PrioritéPlus et qui ont acheté des produits haut de gamme a augmenté au cours du premier trimestre de 2013, et cette tendance devrait se poursuivre tout au long de 2013. Ces initiatives se sont également traduites par une amélioration de l'expérience client et une diminution de la pression exercée sur les produits provenant de nos gros annonceurs dont les dépenses sont élevées.

Les médias imprimés demeurent un média publicitaire très prisé au sein de notre gamme de produits et services. À la fin du premier trimestre de 2013, 94 % de nos annonceurs ont acheté des produits imprimés, comparativement à 96 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Par suite de commentaires récemment reçus sur l'utilisation et le format de notre annuaire Pages Jaunes, la Société a réduit le format de son annuaire Pages Jaunes traditionnel, le faisant passer, de façon progressive dans tout le Canada, de 9 po x 11 po à 7 po x 9 po. Ce nouveau format répond aux besoins de l'utilisateur moderne, enrichissant ainsi encore l'expérience des utilisateurs et favorisant l'accroissement de valeur pour nos annonceurs.

La bonne exécution et la bonne expérience client – assurer une exécution sans faille des campagnes de marketing de nos annonceurs et offrir une expérience client globale supérieure

L'un des principaux atouts de Yellow Média demeure son contenu local riche et approfondi. Afin de maintenir une solide position dans le secteur concurrentiel de la recherche locale au Canada, il est important que nous fournissions des données exactes et fiables aux annonceurs, aux utilisateurs et aux partenaires. La Société a élaboré l'outil de gestion des marchands en ligne en mettant l'accent sur l'établissement et le maintien du meilleur contenu sur les entreprises au pays. L'outil de gestion des marchands, qui devrait être déployé au deuxième trimestre de 2013, attribuera un identifiant du marchand unique et stable à chaque entreprise au Canada. En mettant en œuvre de nouvelles technologies, en révisant les processus et en attribuant les ressources en vue de s'assurer qu'un contenu riche et exact sur nos annonceurs actuels et futurs est disponible sur un seul profil d'entreprise. L'outil de gestion des marchands jouera un rôle important dans l'augmentation du rendement du capital investi de l'annonceur et dans l'amélioration de l'expérience client.

La Société continue de tirer parti de nouveaux outils et technologies afin de s'assurer que les annonceurs obtiennent une meilleure exécution de leurs campagnes de marketing et un meilleur service à la clientèle. Afin de stimuler davantage les ventes de nos produits et services et d'offrir de la valeur à nos annonceurs, la Société élabore actuellement un outil amélioré d'automatisation des ventes qui recrée les ventes et l'expérience client. Le nouvel ensemble d'outils offre à nos représentants des ventes des renseignements utiles et complets sur les entreprises afin de faciliter les communications avec les annonceurs actuels et potentiels. Au moyen d'une nouvelle application téléchargée sur leur tablette, nos représentants des ventes seront bientôt en mesure d'accéder en un seul endroit aux données du secteur et du marché, aux renseignements sur les clients, aux descriptions détaillées des produits, aux outils d'analyse du rendement, aux outils de recherche de contenu et aux formulaires de commande numériques.

Le bon bassin de consommateurs – permettre à nos annonceurs de cibler et de rejoindre des consommateurs locaux pertinents

Le fait d'attirer le bon bassin de consommateurs est essentiel pour favoriser le succès de nos annonceurs. Nos médias en ligne, qui comprennent PagesJaunes.ca, Canada411.ca, RedFlagDeals.com et Canpages.ca, sont toujours considérés comme une source fiable de renseignements sur les entreprises locales par les consommateurs canadiens. Le réseau de sites de GPJ a atteint 8,5 millions de visiteurs uniques non dupliqués au premier trimestre de 2013, soit 31 % de la population en ligne au Canada.

Les consommateurs se tournant de plus en plus vers leur téléphone intelligent pour obtenir des renseignements sur les entreprises locales, l'amélioration continue de l'expérience des utilisateurs des services de recherche mobile est essentielle pour procurer de la valeur à nos annonceurs. Au cours du premier trimestre de 2013, l'application Pages Jaunes a été lancée sur les nouvelles plateformes BlackBerry 10 et Windows 8. L'application ShopWise a également été améliorée afin d'offrir une meilleure expérience aux utilisateurs d'Android. Une reconnaissance supplémentaire a été obtenue du secteur, l'application ShopWise ayant été nommée la meilleure nouvelle application par la Local Search Association aux 2013 Industry Excellence Awards. Au 31 mars 2013, nos applications de recherche mobile avaient été téléchargées plus de 5,5 millions de fois, comparativement à 4 millions de fois à la période correspondante de l'exercice précédent.

Il est tout aussi important que le contenu et les renseignements sur les entreprises de nos annonceurs soient accessibles à des réseaux autres que les nôtres. Lancée en septembre 2010, YellowAPI est l'une des plus grosses banques de données au pays avec plus de 1,5 million d'inscriptions d'affaires au Canada. Plus de 2 750 développeurs sont actuellement affectés au réseau YellowAPI et ils s'emploient à créer diverses applications mobiles qui utilisent les renseignements sur les entreprises de GPJ. YellowAPI alimente également la recherche locale au Canada grâce à des partenariats avec des moteurs de recherche et des applications de premier plan, tels que Yahoo! Canada (sur le Web et mobile), Poynt et Telus. De plus, GPJ entretient une relation stratégique avec Google afin d'offrir des inscriptions locales et il a conclu des ententes en matière d'échange de données avec TripAdvisor et OpenTable.

En avril 2013, la Société a lancé la deuxième partie de sa campagne publicitaire Redécouvrez la vie de quartier, qui consiste en une publicité télévisuelle axée sur l'application mobile Pages Jaunes. L'objectif de la campagne est de souligner le rôle que joue l'application mobile Pages Jaunes dans la mise en relation des consommateurs de produits et services mobiles avec les entreprises locales. La campagne publicitaire devrait être présentée sur les chaînes de télévision et dans les cinémas locaux des grandes villes du Canada jusqu'en juin 2013.

Résultats opérationnels et financiers consolidés

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012 ¹
Produits	253 277 \$	289 073 \$
Coûts opérationnels	137 799	144 199
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill et frais de restructuration et charges spéciales	115 478	144 874
Amortissements	13 690	30 081
Dépréciation du goodwill	–	2 967 847
Frais de restructuration et charges spéciales	6 193	–
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	95 595	(2 853 054)
Charges financières, montant net	23 823	34 340
Bénéfice (perte) avant dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2, impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	71 772	(2 887 394)
Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2	–	4 563
Bénéfice (perte) avant impôt sur le résultat et bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	71 772	(2 891 957)
Charge (économie) d'impôt sur le résultat	18 417	(18 524)
Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées	(110)	(1 612)
Bénéfice net (perte nette)	53 465 \$	(2 871 821) \$
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,91 \$	(102,93) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,64 \$	(102,93) \$
Total de l'actif	1 790 388 \$	2 291 427 \$
Dette à long terme (y compris la tranche à court terme, en excluant les instruments d'emprunt convertibles)	801 577 \$	1 826 685 \$
Instruments d'emprunt convertibles	86 987 \$	184 758 \$
Actions privilégiées de séries 1 et 2 (y compris la tranche à court terme)	– \$	399 335 \$

¹ Révisé pour refléter l'adoption d'IAS 19 (révisée).

² Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

Analyse des résultats opérationnels et financiers consolidés

Produits

Au cours du premier trimestre de 2013, les produits ont diminué pour se chiffrer à 253,3 M\$, contre 289,1 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Sur une base comparable et en excluant les résultats de Canpages, les produits ont diminué de 10,2 % au cours du premier trimestre. La diminution des produits au cours du trimestre clos le 31 mars 2013 est principalement imputable à la baisse des produits provenant des médias imprimés.

Les produits tirés des médias numériques se sont élevés à 98,9 M\$ au premier trimestre de 2013, soit une croissance de 15,2 %. Si l'on exclut l'incidence des activités de Canpages, les produits tirés des médias numériques ont augmenté de 20,1 % au cours du premier trimestre de 2013, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La croissance des produits tirés des médias numériques est attribuable à la mise en œuvre réussie de notre stratégie de vente Solution 360° Pages Jaunes dans nos groupes de vente, au lancement de nouveaux produits mobiles en 2011 et en 2012 et au lancement de produits numériques de première qualité tout au long de 2012. Ces facteurs ont également donné lieu à une amélioration des unités génératrices de produits¹ (« UGP ») par annonceur, qui sont passées de 1,69 au premier trimestre de 2012 à 1,75 au premier trimestre de 2013.

À l'heure actuelle, la diminution des produits tirés des médias imprimés n'est pas compensée par la croissance des produits tirés des médias numériques, essentiellement en raison de la baisse des dépenses chez nos plus gros annonceurs et de la diminution de l'acquisition d'annonceurs.

La Société a éprouvé des difficultés à l'égard de la migration des produits tirés des médias imprimés vers les produits et services numériques, en particulier chez certains de ses plus gros clients. Une tranche de 19 % de nos annonceurs qui ont renouvelé leur contrat² a diminué ses dépenses au cours des douze derniers mois. Le lancement de produits numériques de première qualité ainsi que d'un modèle de service distinct pour les gros clients s'est traduite par une amélioration de l'expérience client et une diminution de la pression exercée sur les produits par nos grands annonceurs.

Au 31 mars 2013, le nombre d'annonceurs s'établissait à 300 000, comparativement à 333 000 au 31 mars 2012. Au cours des douze derniers mois, GPJ a attiré environ 14 700 nouveaux annonceurs, comparativement à environ 23 000 nouveaux annonceurs pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Variation des dépenses chez les annonceurs qui ont renouvelé leur contrat²

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Augmentation des dépenses³		
Distribution des annonceurs	43 %	45 %
% des produits	37 %	39 %
Dépenses stables⁴		
Distribution des annonceurs	38 %	37 %
% des produits	20 %	15 %
Diminution des dépenses⁵		
Distribution des annonceurs	19 %	18 %
% des produits	43 %	46 %

¹ Les unités génératrices de produits déterminent le nombre de groupes de produits choisis par les annonceurs.

² Les annonceurs qui ont renouvelé leur contrat excluent les annonceurs de Mediative, Canpages et Mur à Mur.

³ Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses de plus de 5 % d'un exercice à l'autre.

⁴ Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une augmentation des dépenses allant de 0 % à 5 % d'un exercice à l'autre.

⁵ Annonceurs de GPJ qui ont renouvelé leur contrat et qui ont enregistré une diminution des dépenses d'un exercice à l'autre.

Indicateurs opérationnels

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Nombre d'annonceurs ¹	300 000	333 000
Taux de renouvellement des contrats par les clients ¹	86 %	87 %
Taux de pénétration de Solution 360 ° Pages Jaunes ^{1, 2}	18,9 %	7,9 %
UGP par annonceur ¹	1,75	1,69
Produits moyens par annonceur ¹	3 259	3 367
Annonceurs recourant exclusivement aux médias numériques ^{1, 2}	19 000	15 000
Produits tirés des médias numériques (en milliers de dollars canadiens)	98 937 \$	85 877 \$

¹ Exclut l'apport de Canpages et de Mur à Mur.

² Exclut l'apport de Mediative.

BAIIA

Le BAIIA a diminué de 29,4 M\$ pour s'établir à 115,5 M\$ au premier trimestre de 2013, comparativement à 144,9 M\$ à la période correspondante de 2012. La diminution du BAIIA est essentiellement imputable à la pression exercée sur les produits tirés des médias imprimés, puisque la croissance des produits tirés de nos produits numériques ne compense pas la perte de produits tirés des médias imprimés. Notre marge sur BAIIA pour le premier trimestre de 2013 s'est établie à 45,6 %, comparativement à 50,1 % pour la période correspondante de 2012. La modification de la composition des produits et les investissements dans la transformation ont contribué à la diminution de la marge sur BAIIA.

Le coût des produits vendus a diminué de 6 M\$ pour s'établir à 78,9 M\$ au premier trimestre de 2013, comparativement à 84,9 M\$ à la période correspondante de 2012. La diminution pour le trimestre découle essentiellement de la diminution des coûts des produits vendus liée à la baisse des produits tirés des médias imprimés et de la migration des activités de Canpages au sein de GPJ. Les économies de coûts de fabrication liées à la baisse des produits tirés des médias imprimés et aux taux réduits à la suite de la renégociation des contrats de chaîne d'approvisionnement ont été contrebalancées par une augmentation des coûts liés à la prestation de nos services numériques.

Au premier trimestre de 2013, la marge brute a diminué pour s'établir à 68,8 %, comparativement à 70,6 % à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette baisse s'explique par une modification de la composition des produits, qui inclut des marges plus faibles associées à certains de nos services numériques, qui offrent des sites Web, l'OMR et le MMR.

Les frais généraux et d'administration ont diminué de 0,5 M\$ pour s'établir à 58,9 M\$ au cours du premier trimestre de 2013, comparativement à 59,3 M\$ pour la période correspondante de 2012. La diminution pour le trimestre clos le 31 mars 2013 est attribuable à la diminution des créances douteuses et à un avantage sans effet de trésorerie qui découle de la modification des régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi de nos employés. Ces économies ont été contrebalancées en partie par un investissement dans la marque lors du lancement de notre campagne publicitaire Redécouvrez la vie de quartier, ainsi que par un avis de cotisation pour la taxe de vente.

Amortissements

La dotation aux amortissements a diminué pour se chiffrer à 13,7 M\$ au premier trimestre de 2013, alors qu'elle s'était établie à 30,1 M\$ au premier trimestre de 2012. La diminution est principalement attribuable à la baisse de l'amortissement de certaines immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages en 2010. Ces immobilisations incorporelles ont donné lieu à une charge d'amortissement plus élevée en 2012 et ont été entièrement radiées au cours de l'exercice précédent. De plus, le prix de base des immobilisations corporelles et incorporelles était moins élevé en raison de la dépréciation comptabilisée au quatrième trimestre de 2012.

Dépréciation du goodwill

Au cours du premier trimestre de 2012, la direction a conclu qu'il existait des indicateurs selon lesquels les actifs de la Société pourraient avoir subi une dépréciation, ce qui a entraîné la nécessité pour la Société d'effectuer un test de dépréciation. Par suite de ce test, nous avons comptabilisé une charge de 2 967,8 M\$ relativement à la dépréciation du goodwill au premier trimestre de 2012. Aucune charge de la sorte n'a été comptabilisée en 2013.

Frais de restructuration et charges spéciales

Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons comptabilisé des frais de restructuration et charges spéciales de 6,2 M\$. La plus grande partie de ce montant a trait au départ du président et chef de la direction de la Société. Comme il a été annoncé le 21 mars 2013, Marc P. Tellier quittera son poste de chef de la direction au plus tard le 15 août 2013 et il a droit à une rémunération aux termes de son contrat de travail conclu en 2002.

Charges financières

Les charges financières ont diminué de 10,5 M\$ pour s'établir à 23,8 M\$ au cours du premier trimestre de 2013, comparativement à 34,3 M\$ pour la période correspondante de 2012. Cette diminution s'explique essentiellement par une diminution du niveau d'endettement et l'élimination des coûts de financement différés par suite de l'opération de restructuration du capital de décembre 2012. Au 31 mars 2013, le taux d'intérêt effectif moyen sur notre portefeuille de titres d'emprunt s'est établi à 9,1 % par suite de la mise en œuvre de la restructuration du capital le 20 décembre 2012, comparativement à 6,2 % au 31 mars 2012.

Dividendes sur actions privilégiées de séries 1 et 2

Les dividendes sur les deux séries d'actions privilégiées rachetables se sont élevés à 4,6 M\$ au cours du premier trimestre de 2012. Dans le cadre de l'opération de restructuration du capital de décembre 2012, ces actions privilégiées ont été annulées.

Charge d'impôt sur le résultat

Le taux d'imposition combiné fédéral-provincial prévu par la loi s'est établi à 26,3 % et à 26,2 % pour les trimestres clos les 31 mars 2013 et 2012, respectivement. La Société a inscrit une charge d'impôt de 25,7 % sur le bénéfice du trimestre clos le 31 mars 2013. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi au premier trimestre de 2013 s'explique par le fait que certains paiements étaient déductibles aux fins de l'impôt.

La Société a inscrit une économie de 0,6 % au titre de la perte pour le trimestre clos le 31 mars 2012. La différence entre le taux effectif et le taux prévu par la loi en 2012 s'explique par la dépréciation du goodwill, laquelle n'était pas entièrement déductible aux fins de l'impôt.

Bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées

Au premier trimestre de 2013, nous avons comptabilisé un bénéfice lié à notre participation dans une entreprise associée de 0,1 M\$, comparativement à 1,6 M\$ pour la période correspondante de 2012. Depuis le 1^{er} janvier 2012, nous ne comptabilisons plus notre participation dans Acquisio selon la méthode de la mise en équivalence, et nous avons comptabilisé un profit de 2,1 M\$ au premier trimestre de 2012 par suite de la réévaluation de ce placement. Les bénéfices liés aux participations dans des entreprises associées comprennent l'amortissement des immobilisations incorporelles relatif à ces placements en titres de capitaux propres.

Bénéfice net (perte nette)

Le bénéfice net a augmenté pour s'établir à 53,5 M\$ au premier trimestre de 2013, comparativement à une perte nette de 2 871,8 M\$ au premier trimestre de 2012. L'augmentation pour le trimestre est principalement attribuable à la dépréciation du goodwill de 2 967,8 M\$ comptabilisée au premier trimestre de 2012, contrebalancée en partie par la baisse du BAIIA.

Sommaire des résultats consolidés trimestriels

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars canadiens, sauf l'information sur les actions et les montants par action)

	2013	2012 ¹				2011 ¹		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	253 277 \$	264 447 \$	267 711 \$	286 484 \$	289 073 \$	313 315 \$	323 441 \$	342 738 \$
Coûts opérationnels	137 799	122 770	129 821	141 545	144 199	169 435	156 490	165 310
Bénéfice opérationnel avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles, frais connexes à l'acquisition ainsi que frais de restructuration et charges spéciales (BAIIA)	115 478	141 677	137 890	144 939	144 874	143 880	166 951	177 428
Marge sur BAIIA	45,6 %	53,6 %	51,5 %	50,6 %	50,1 %	45,9 %	51,6 %	51,8 %
Amortissements	13 690	23 395	26 597	24 220	30 081	23 003	37 800	47 735
Dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles	–	300 000	–	–	2 967 847	–	2 900 000	–
Frais connexes à l'acquisition	–	–	–	–	–	210	497	6 233
Frais de restructuration et charges spéciales	6 193	18 111	26 812	–	–	14 254	–	11 888
Bénéfice opérationnel (perte opérationnelle)	95 595	(199 829)	84 481	120 719	(2 853 054)	106 413	(2 771 346)	111 572
Profit au règlement de la dette	–	(994 894)	10 818	5 487	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	53 465	821 850	22 236	65 681	(2 871 821)	40 972	(2 825 618)	(14 418)
Bénéfice (perte) de base par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,91 \$	29,24 \$	0,59 \$	2,15 \$	(102,93) \$	1,37 \$	(100,58) \$	(0,94) \$
Bénéfice (perte) dilué(e) par action attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires ²	1,64 \$	28,49 \$	0,59 \$	2,15 \$	(102,93) \$	1,37 \$	(100,58) \$	(0,94) \$

¹ Révisé pour refléter l'adoption d'IAS 19 (révisée).

² Dans le cadre de la clôture de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012, les actions ordinaires de Financement YPG inc. ont été échangées contre de nouvelles actions ordinaires de Yellow Média Limitée aux termes du plan d'arrangement qui prévoyait la mise en œuvre de l'opération de restructuration du capital. Par conséquent, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation pour la période précédente a été ajusté pour tenir compte de la restructuration du capital.

Les produits ont diminué de trimestre en trimestre, en raison de la baisse continue des produits tirés de nos médias imprimés, contrebalancée en partie par une augmentation des produits tirés de nos médias numériques.

Notre marge sur BAIIA a diminué progressivement de trimestre en trimestre en 2011, traduisant la diminution des produits tirés des médias imprimés et la baisse des marges liées à Canpages et Mediative. Au quatrième trimestre de 2011, nous avons engagé une charge non récurrente d'environ 6 M\$ en raison d'un avis de cotisation pour la taxe de vente. Notre marge sur BAIIA est demeurée relativement stable au cours des premier et deuxième trimestres de 2012 mais a augmenté au troisième trimestre de 2012, car nous avons bénéficié de taux réduits dans nos contrats de chaîne d'approvisionnement, lesquels ont été renégociés au cours du trimestre. Au quatrième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé un avantage sans effet de trésorerie de 13,3 M\$ lié aux modifications à nos régimes de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi. Pour le premier trimestre de 2013, notre marge sur BAIIA a diminué pour atteindre 45,6 %, ce qui s'explique par la perte sur marge imputable à une modification de la composition des produits et aux investissements effectués en vue d'accélérer notre transformation.

Les réorganisations internes et les initiatives de contrôle des coûts ont donné lieu à des frais de restructuration et à des charges spéciales qui ont eu une incidence sur certains de nos résultats trimestriels en 2011 et en 2012 ainsi qu'au premier trimestre de 2013. Les amortissements des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canpages ont eu une incidence sur le bénéfice net en 2011. La diminution en 2013 découle d'une diminution du prix de base des actifs à amortir à la suite de la dépréciation de 300 M\$ comptabilisée au quatrième trimestre de 2012. Nous avons inscrit une dépréciation de notre participation dans Ziplocal, LLC au deuxième trimestre de 2011. De plus, pendant le troisième trimestre de 2011, le premier trimestre de 2012 et le quatrième trimestre de 2012, nous avons comptabilisé des charges pour dépréciation de 2 900 M\$, de 2 967,8 M\$ et de 300 M\$, respectivement, relativement au goodwill et à certaines de nos immobilisations incorporelles et de nos immobilisations corporelles.

À la clôture de l'opération de restructuration du capital au quatrième trimestre de 2012, les frais de restructuration du capital de 5,5 M\$ et de 10,8 M\$ comptabilisés aux deuxième et troisième trimestres de 2012, respectivement, ont été reclassés au poste Profit au règlement de la dette. Le changement de présentation des frais de restructuration du capital et du bénéfice opérationnel a été appliqué aux périodes précédentes afin d'assurer la cohérence avec la présentation au 31 décembre 2012.

3. Situation de trésorerie et sources de financement /

Cette section évalue la structure du capital de la Société, sa situation de trésorerie et ses divers instruments financiers, y compris ses instruments d'emprunt.

Situation financière

Structure du capital

(en milliers de dollars canadiens)

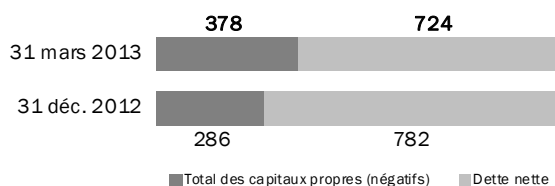
	Au 31 mars 2013	Au 31 décembre 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	164 658 \$	106 807 \$
Billets garantis de premier rang	800 000	800 000
Obligations en vertu de contrats de location-financement	1 577	1 831
Déventures échangeables	86 987	86 667
Dette nette (déduction faite de la trésorerie et des équivalents de trésorerie)	723 906 \$	781 691 \$
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	377 695	285 749
Participations ne donnant pas le contrôle	581	411
Capitalisation totale	1 102 182 \$	1 067 851 \$
Ratio de la dette nette sur la capitalisation totale	65,7 %	73,2 %

Ratio de la dette nette sur le BAIIA des douze derniers mois¹



Structure du capital

(en millions de dollars)



¹ Bénéfice opérationnel des douze derniers mois avant amortissements, dépréciation du goodwill, des immobilisations incorporelles et des immobilisations corporelles et frais de restructuration et charges spéciales (le BAIIA des douze derniers mois). Le BAIIA des douze derniers mois est une mesure non définie par les IFRS et, par conséquent, il pourrait ne pas être comparable à des mesures semblables employées par d'autres sociétés cotées en Bourse. Se reporter à la page 2 pour obtenir une définition du BAIIA.

Billets garantis de premier rang

Le 20 décembre 2012 (la date d'entrée en vigueur), la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Financement YPG inc., 800 M\$ de billets garantis de premier rang à 9,25 % (les billets garantis de premier rang) échéant le 30 novembre 2018.

Les intérêts sur les billets garantis de premier rang sont payables en espèces trimestriellement, à terme échu, en versements égaux, le dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre de chaque année.

Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang.

Rachat obligatoire

Aux termes de l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, la Société doit utiliser un montant équivalent à 75 % des flux de trésorerie excédentaires consolidés pour la dernière période de six mois close le 31 mars ou le 30 septembre, selon le cas, pour racheter semestriellement le dernier jour de mai et de novembre de chaque année, à compter du 31 mai 2013, les billets garantis de premier rang à un prix de rachat équivalant à 100 % du capital auprès de leurs détenteurs, sur une base proportionnelle, à la condition que la Société maintienne un solde de trésorerie minimal de 75 M\$ immédiatement après le paiement de rachat obligatoire. Les flux de trésorerie excédentaires, selon la définition qui en est donnée dans l'acte de fiducie régissant les billets garantis de premier rang, désignent le total des flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles moins les dépenses d'investissement ajusté pour tenir compte, entre autres, des paiements futurs d'intérêts, de l'impôt et des régimes de rémunération des employés à long terme ainsi que de certains paiements de cotisations à des régimes de retraite. La Société doit effectuer des paiements de rachat obligatoire minimaux d'un montant global annuel de i) 100 M\$ en 2013, ii) 75 M\$ en 2014 et iii) 50 M\$ en 2015.

Aux fins de la détermination des flux de trésorerie excédentaires consolidés, les déductions pour dépenses d'investissement et pour charges liées aux technologies de l'information et aux systèmes informatiques sont toutes deux limitées à 50 M\$ par année.

La Société prévoit faire un paiement de rachat obligatoire d'environ 26 M\$ le 31 mai 2013 et elle a des liquidités suffisantes pour effectuer le paiement de rachat obligatoire minimal d'un montant global annuel de 100 M\$ en 2013.

Rachat optionnel

La Société peut racheter la totalité ou une partie des billets garantis de premier rang à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 105 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2017; ou
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué après le 31 mai 2017.

Débiteures échangeables

Le 20 décembre 2012, la Société a émis, par l'entremise de sa filiale, Financement YPG inc., 107,5 M\$ de débiteures échangeables (les débiteures échangeables) échéant le 30 novembre 2022.

Les intérêts sur les débiteures échangeables portent intérêt au taux de 8 % par année si, pour la période d'intérêt applicable, le paiement est en espèces, ou au taux de 12 % par année si la Société choisit d'effectuer un paiement en nature des intérêts sur la totalité ou une partie des débiteures échangeables en circulation, c'est-à-dire de payer les intérêts en débiteures échangeables additionnelles. Les intérêts sur les débiteures échangeables sont payables semestriellement, à terme échu, en versements égaux le dernier jour de mai et de novembre de chaque année.

Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes les clauses restrictives en vertu de l'acte de fiducie régissant les débiteures échangeables.

Option d'échange

Les débiteures échangeables sont échangeables au gré du détenteur contre de nouvelles actions ordinaires, en tout temps, à un prix d'échange par action ordinaire de 19,04 \$, sous réserve d'un ajustement pour transactions sur capitaux propres précisées.

Rachat optionnel

La Société peut, en tout temps ou après la date à laquelle la totalité des billets garantis de premier rang ont été payés en entier, racheter la totalité ou une partie des débetures échangeables à son gré, sur préavis de 30 à 60 jours, à un prix de rachat égal à :

- 110 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué avant le 31 mai 2021; ou
- 100 % du capital, plus les intérêts courus et impayés à la date de rachat, le cas échéant, si le rachat est effectué après le 31 mai 2021.

Cotes de solvabilité

Standard and Poor's Rating Services

B/cote de la Société – perspectives stables

B+/cote des billets garantis de premier rang

CCC+/cote des débetures échangeables

Les cotes de Standard & Poor's (S&P) varient de « AAA » à « D » et peuvent être modifiées par l'ajout du symbole plus (+) ou moins (-) pour indiquer la position relative entre les principales catégories de cote.

Les cotes « B+ » et « B » sont les quatorzième et quinzième, respectivement, sur les 22 cotes utilisées par S&P. Selon S&P, l'émetteur des instruments financiers qui ont reçu la cote « B » est plus vulnérable que les débiteurs qui ont reçu la cote « BB », mais a actuellement la capacité de respecter ses engagements financiers. En outre, cette cote signifie que, de l'avis de S&P, des conditions commerciales, financières ou économiques défavorables entraveront vraisemblablement la capacité de l'émetteur ou son intention de respecter ses engagements financiers.

La cote « CCC » est la dix-septième sur les 22 cotes utilisées par S&P. Selon S&P, l'émetteur des instruments financiers qui ont reçu la cote « CCC » est actuellement plus vulnérable, et les conditions commerciales, financières et économiques doivent être favorables pour qu'il puisse respecter ses engagements financiers.

Situation de trésorerie

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles et les fonds en caisse sont les principales sources de trésorerie de la Société. La Société prévoit générer suffisamment de liquidités pour financer ses dépenses d'investissement, ses besoins en fonds de roulement et ses obligations actuelles, notamment les rachats obligatoires de billets garantis de premier rang. Au 6 mai 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société se chiffraient à environ 182 M\$.

Données sur les actions

Au 7 mai 2013, les données sur les actions en circulation se présentaient comme suit :

Données sur les actions en circulation	Au 7 mai 2013	Au 31 mars 2013	Au 31 décembre 2012
Actions ordinaires en circulation	27 955 077	27 955 077	27 955 077
Bons de souscription d'actions en circulation	2 995 506	2 995 506	2 995 506

Débetures échangeables

Au 7 mai 2013, la Société comptait un total de 107,5 M\$ de débetures échangeables en circulation.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

Comme c'est le cas pour d'autres entreprises dans le marché de l'édition d'annuaires, la Société a des besoins relativement limités au chapitre des dépenses d'investissement ainsi que des coûts opérationnels relativement peu élevés.

Provenance et utilisation des flux de trésorerie

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Flux de trésorerie opérationnels	74 388 \$	65 143 \$
Variation des actifs et des passifs opérationnels	12 200	(42 736)
	86 588 \$	22 407 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(14 827) \$	(7 259) \$
Acquisition d'immobilisations corporelles	(4 083)	(1 108)
Autres	161	183
	(18 749) \$	(8 184) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Contrepartie différée	(5 624) \$	(1 800) \$
Frais de restructuration du capital	(4 223)	–
Remboursement sur la dette à long terme	(141)	(25 345)
Émission de titres d'emprunt à long terme	–	239 000
Autres	–	(116)
	(9 988) \$	211 739 \$

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles

Les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles ont augmenté de 64,2 M\$, passant de 22,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2012 à 86,6 M\$ au premier trimestre de 2013, en raison de la baisse des intérêts versés de 19 M\$, de la baisse de l'impôt sur le résultat payé de 13,8 M\$ et la baisse du financement des régimes de retraite de 10 M\$, facteurs contrebalancés par la baisse du BAIIA de 29,4 M\$. De plus, la variation des actifs et des passifs opérationnels pour le trimestre clos le 31 mars 2013 a donné lieu à une entrée de 12,2 M\$ comparativement à une sortie de 42,7 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La fluctuation de la variation des actifs et des passifs opérationnels est principalement attribuable au paiement relatif à un avis de cotisation pour la taxe de vente en 2012.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement se sont établis à 18,7 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à 8,2 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours des trois premiers mois de 2013, nous avons investi 14,8 M\$ et 4,1 M\$, respectivement, dans le développement de logiciels et le matériel, soit des montants supérieurs aux montants correspondants de 7,3 M\$ et de 1,1 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation est liée à nos investissements en vue de transformer notre entreprise.

Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Investissements de maintien	7 476 \$	4 401 \$
Investissements de croissance	9 934	4 488
Total	17 410 \$	8 889 \$
Ajustement pour tenir compte des dépenses présentées selon la comptabilité de caisse	715	(705)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	18 125 \$	8 184 \$

Les investissements de maintien se sont élevés à 7,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2013, comparativement à 4,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Les améliorations locatives étaient supérieures de 1,4 M\$ au premier trimestre de 2012, car nous avons réorganisé certains locaux afin de les adapter à nos équipes d'exécution des commandes de produits numériques en constante croissance.

Les investissements de croissance ont trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de nouvelles technologies et de nouveaux logiciels visant de nouvelles initiatives, alors que nous poursuivons notre transformation en vue de devenir un chef de file en matière de médias de performance et de solutions marketing. Au cours du premier trimestre de 2013, ces investissements se sont chiffrés à 9,9 M\$, comparativement à 4,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Les dépenses d'investissement ont totalisé 17,4 M\$ pour le premier trimestre de 2013. Dans le cadre de notre transformation numérique, nous avons investi dans notre nouvel outil de gestion des marchands en ligne, qui devrait être déployé au deuxième trimestre de 2013. Nous avons également investi dans nos nouvelles plateforme et infrastructure Pages Jaunes Analytique et nous avons amélioré notre moteur de recherche.

Les investissements devraient se chiffrer à environ 55 M\$ pour 2013.

Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont établis à 10 M\$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2013, tandis que des flux de trésorerie de 211,7 M\$ provenaient des activités de financement pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours du premier trimestre de 2013, nous avons payé des frais de 4,2 M\$ à l'égard de notre restructuration du capital, et des frais de 5,6 M\$ à l'égard des obligations de paiement différées issues des acquisitions effectuées en 2010, lorsque nous avons créé Mediative. Au premier trimestre de 2012, nous avons prélevé un montant de 239 M\$ sur la tranche renouvelable de la facilité de crédit. La facilité de crédit a été annulée dans le cadre de l'opération de restructuration du capital le 20 décembre 2012.

Instruments financiers et autres instruments

(Se reporter à la note 24 des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2012).

Les instruments financiers de la Société comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les créances clients et autres débiteurs, les placements, les fournisseurs et autres créditeurs, la dette à court terme et la dette à long terme et les débiteurs échangeables.

Instruments dérivés

Nous sommes actuellement partie à une entente visant l'achat des actions résiduelles d'une participation dans une entreprise associée à un multiple prédéterminé. Cette option constitue un passif dérivé.

Les dérivés incorporés n'avaient aucune valeur comptable au 31 mars 2013. La valeur comptable est établie au moyen des flux de trésorerie actualisés en fonction des taux du marché en vigueur à la clôture du trimestre, comme il est d'usage dans le secteur.

4. Flux de trésorerie disponibles /

Flux de trésorerie disponibles

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les 31 mars	
	2013	2012
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles	86 588 \$	22 407 \$
Dépenses d'investissement, déduction faite des avantages incitatifs relatifs à un bail	18 910	8 184
Flux de trésorerie disponibles	67 678 \$	14 223 \$

5. Hypothèses critiques /

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que nous procédions à des estimations et établissons des hypothèses au sujet de notre entreprise. Ces estimations et hypothèses ont des répercussions sur les montants des actifs et des passifs de même que des produits et des charges et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels dans les états financiers.

Nos hypothèses et estimations comptables critiques n'ont pas changé depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Ces hypothèses et estimations critiques portent sur les immobilisations incorporelles et le goodwill, les avantages futurs du personnel et l'impôt sur le résultat. Se reporter à la section 5, « Hypothèses critiques », de notre rapport de gestion annuel au 31 décembre 2012.

Nouvelles normes comptables

IAS 19 (révisée) – Avantages du personnel

Yellow Média Limitée a appliqué les modifications apportées à IAS 19 (révisée), *Avantages du personnel*, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. Selon des modifications, les principaux changements que présente cette version révisée sont l'élimination de la méthode du corridor et l'accélération de la comptabilisation des coûts des services passés, ainsi que la comptabilisation de toutes les variations de l'obligation au titre des prestations définies et des actifs du régime au moment où elles surviennent. Ces modifications n'ont pas eu d'incidence sur les résultats financiers de la Société. En outre, le coût financier et le rendement attendu des actifs du régime, termes utilisés dans la version précédente d'IAS 19, sont remplacés par les intérêts nets qu'on calcule en appliquant le taux d'actualisation à l'actif net ou au passif net au titre des prestations définies et les frais d'administration sont désormais inclus dans les coûts des services. Se reporter à la note 2 des états financiers intermédiaires résumés ci-joints pour le trimestre clos le 31 mars 2013 pour obtenir un résumé des différences entre nos états financiers préparés auparavant et ceux que nous présentons désormais conformément à IAS 19 (révisée).

IFRS 7 (révisée) – Instruments financiers : Informations à fournir

Le 16 décembre 2011, l'International Accounting Standards Board (IASB) et le Financial Accounting Standards Board (FASB) ont publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d'une société. Les nouvelles exigences sont énoncées dans la section intitulée « Informations à fournir – Compensation des actifs et des passifs financiers (modifications à IFRS 7) ». Les modifications apportées à IFRS 7 entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans les présents états financiers.

IFRS 10 – États financiers consolidés

IFRS 10 remplace les exigences de consolidation d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*, et de SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*. IFRS 10 énonce les principes de présentation et de préparation d'états financiers consolidés lorsqu'une entité contrôle une ou plusieurs autres entités. Cette norme prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise, à condition qu'IFRS 11, *Partenariats*, et IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts dans d'autres entités*, ainsi que les modifications connexes à IAS 27, *États financiers consolidés et individuels* et à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (la « série de cinq normes »), soient adoptées au même moment. Yellow Média Limitée a examiné ses participations dans des entreprises associées et a conclu que l'adoption d'IFRS 10 n'a pas eu d'incidence sur les états financiers.

IFRS 11 – Partenariats

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, ainsi que SIC-13, *Entités contrôlées conjointement – Apports non monétaires par des coentrepreneurs*. IFRS 11 exige des parties à un partenariat qu'elles déterminent le type de partenariat qu'elles ont conclu en évaluant les droits et les obligations qui s'y rattachent. Elle exige également l'utilisation d'une seule méthode de comptabilisation des participations dans des coentreprises, soit la méthode de la mise en équivalence. IFRS 11 est applicable au même moment qu'IFRS 10. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans les présents états financiers.

IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IFRS 12 est une nouvelle norme portant sur les obligations en matière d'informations à fournir visant tous les types de participations dans les autres entités, y compris les filiales, les partenariats, les entreprises associées et les entités structurées non consolidées. IFRS 12 est applicable au même moment qu'IFRS 10. En juin 2012, l'IASB a publié des modifications apportées à IFRS 10, *États financiers consolidés*, à IFRS 11, *Partenariats*, et à IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*, lesquelles entrèrent également en vigueur pour la Société au moment de l'adoption de ces normes pour l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2013. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans les présents états financiers.

IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur

IFRS 13 est une nouvelle norme définissant la juste valeur qui exige la présentation d'informations sur les évaluations à la juste valeur. Elle prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée est permise. La norme s'appliquera prospectivement à compter du début de l'exercice au cours duquel elle sera adoptée. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans les présents états financiers.

IAS 16 – Immobilisations corporelles, IAS 32 – Instruments financiers et IAS 34 – Information financière intermédiaire

En mai 2012, l'IASB a également publié des modifications apportées à IAS 16, *Immobilisations corporelles*, à IAS 32, *Instruments financiers : Présentation* et à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, lesquelles entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'adoption anticipée de ces modifications est permise. Ces modifications apportent des précisions sur diverses exigences. La norme a été adoptée, et son application n'a eu aucune incidence sur les informations présentées dans les présents états financiers.

IAS 32 – Instruments financiers : Présentation (en ce qui a trait à la compensation)

Le 16 décembre 2011, l'IASB et le FASB ont publié des exigences communes en matière d'informations à fournir destinées à aider les investisseurs et d'autres utilisateurs à mieux évaluer l'incidence réelle ou potentielle des conventions de compensation sur la situation financière d'une société.

Dans le cadre de ce projet, l'IASB a précisé certains aspects d'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Les modifications à IAS 32 portent sur les incohérences dans la pratique actuelle au moment d'appliquer les exigences. Les modifications prendront effet pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014 et doivent être appliquées de manière rétrospective. Yellow Média n'a pas adopté IAS 32 par anticipation et n'a pas évalué pleinement l'incidence de l'adoption de cette norme.

IFRS 9 – Instruments financiers

IFRS 9 constitue le premier volet d'un projet en trois phases de l'IASB visant à remplacer IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*. La version d'IFRS 9 publiée en novembre 2009 énonce de nouvelles exigences concernant le classement et l'évaluation des actifs financiers. Dans sa version modifiée en octobre 2010, elle comprend les exigences en matière de classement et d'évaluation des passifs financiers et de décomptabilisation.

Voici les principales exigences d'IFRS 9 :

- Selon IFRS 9, tous les actifs financiers déjà comptabilisés entrant dans le champ d'application d'IAS 39, *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation*, doivent par la suite être évalués au coût amorti ou à la juste valeur.
- L'incidence la plus notable d'IFRS 9 concernant le classement et l'évaluation des passifs financiers porte sur la comptabilisation des variations de la juste valeur d'un passif financier (désigné comme un passif à la juste valeur par le biais du résultat net) qui sont attribuables aux variations du risque de crédit associé à ce passif et l'élimination de l'exemption relative au coût dans le cas des passifs dérivés qui doivent être réglés par la livraison d'instruments de capitaux propres non cotés.

IFRS 9 sera appliquée de manière prospective et comportera des dispositions transitoires, selon la date d'application. La norme n'est pas applicable avant les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015, mais son application anticipée est permise. Yellow Média Limitée n'a pas adopté IFRS 9 par anticipation et n'a pas évalué pleinement l'incidence de l'adoption de cette norme.

6. Risques et incertitudes /

Cette section présente les principaux risques et incertitudes pouvant avoir une incidence importante sur les résultats futurs de GPJ.

Comprendre et gérer les risques sont deux éléments essentiels du processus de planification stratégique de GPJ. Le Conseil exige que nos cadres supérieurs cernent et gèrent de façon appropriée les principaux risques liés à nos activités opérationnelles. Afin de comprendre et de gérer les risques de GPJ, notre conseil d'administration et notre équipe de la haute direction ont analysé les risques dans trois grandes catégories :

1. les risques stratégiques – pour la plupart, de nature externe;
2. les risques financiers – généralement liés à des questions abordées dans la politique de gestion des risques financiers et dans l'énoncé de la politique et des procédures en matière de placements pour la retraite; et
3. les risques opérationnels – principalement liés aux risques dans tous les principaux secteurs fonctionnels de l'organisation.

GPJ a adopté certains principes directeurs afin de tenter de gérer les risques auxquels il est exposé. Se reporter à la section « Risques et incertitudes » de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 et à notre notice annuelle pour obtenir une description complète des facteurs de risque, notamment « Une forte concurrence pourrait réduire la part du marché de la Société et avoir une incidence défavorable importante sur cette dernière, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière », « Une diminution plus marquée que prévu des produits tirés des médias imprimés en raison de changements dans les préférences et les habitudes des consommateurs pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière » et « L'incapacité de la Société de générer des fonds suffisants, qu'ils proviennent de l'exploitation, de financements par emprunts ou par actions ou de refinancements pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la Société, ses activités, ses résultats opérationnels et sa situation financière ». Malgré ces principes, la Société ne peut garantir que ses efforts seront fructueux. Nos risques et incertitudes sont demeurés inchangés depuis la publication de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012. Pour plus d'information, se reporter à la partie correspondante de notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2012.

7. Contrôles et procédures /

Aucun changement ayant une incidence importante ou susceptible d'avoir une incidence importante sur les contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société n'a été apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière de la Société au cours de la période ouverte le 1^{er} janvier 2013 et close le 31 mars 2013.